

(CCTP)- ANNEXE1

Préambule : Le contexte

Les six agences de l'eau, contexte général

Les six agences de l'eau françaises sont des établissements publics du ministère de la transition écologique et solidaire. Etablissements publics de l'Etat à caractère administratif créés par la loi de 1964, les six agences de l'eau regroupent 1600 collaborateurs et ont pour missions de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

Pour plus d'information :

- Agence de l'eau Adour Garonne : <http://www.eau-adour-garonne.fr>
- Agence de l'eau Artois Picardie : <http://www.eau-artois-picardie.fr>
- Agence de l'eau Loire Bretagne : <http://agence.eau-loire-bretagne.fr>
- Agence de l'eau Rhin Meuse : <http://www.eau-rhin-meuse.fr>
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée-Corse : <http://www.eaurmc.fr>
- Agence de l'eau Seine Normandie : <http://www.eau-seine-normandie.fr>



Les agences de l'eau mettent en œuvre, dans les sept bassins hydrographiques métropolitains, les objectifs et les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE, plans de gestion français de la directive cadre sur l'eau et leur déclinaison locale, les SAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable, la régulation des crues et le développement durable des activités économiques (article L213-8-1 Code de l'environnement ; Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 – article 82).

Acteurs de la mise en œuvre de la politique publique de l'eau, organisée en France autour du principe de la gestion concertée par bassin versant, les agences de l'eau exercent leurs missions dans le cadre de programmes d'actions pluriannuels avec pour objectif final l'atteinte du bon état des eaux (directive cadre sur l'eau d'octobre 2000).

Les principales aides financières attribuées aux activités économiques (hors agriculture) concernent des investissements destinés à prévenir ou réparer une atteinte aux ressources en eau et aux milieux aquatiques. Ces aides revêtent trois formes majeures :

- une aide sous forme d'une subvention unique
- une aide sous forme d'avance remboursable sur des périodes moyen et long terme.
- une aide sous forme de panachage des deux précédentes.

Les aides des agences de l'eau aux activités économiques sont prises en application de la réglementation européenne sur les aides d'Etat, et prennent en compte des critères qualifiant le statut et la santé financière du bénéficiaire de l'aide.

Une volonté de mutualisation inter agences forte

Une forte volonté de mutualiser leurs activités est engagée de longue date par les 6 agences de l'eau.

En 2017, une étude réalisée dans le but de concevoir un dispositif de développement de la mutualisation des activités des agences de l'eau a permis d'évaluer les impacts des mutualisations passées initiées par les 6 Directeurs Généraux des agences de l'eau.

Fortes de ce retour d'expérience, les 6 agences de l'eau ont souhaité poursuivre et graver cette démarche de mutualisation dans un plan de mutualisation en juin 2018.

La Mutualisation des systèmes d'information des agences de l'eau

Ainsi, les directeurs généraux des agences de l'eau ont décidé la création d'une **direction des systèmes d'information commune aux six agences et d'un système d'information commun**, qui doit permettre d'améliorer l'efficacité des agences pour répondre aux nouveaux besoins, tout en assurant le maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information existants, dans l'attente du déploiement d'une application commune pour chaque métier.

L'organisation de la **DSIUN** est opérationnelle depuis le 1^{er} septembre 2020.

Un groupement de commande a été constitué pour permettre à la DSI commune (DSIUN), de passer et exécuter certains des marchés et des commandes nécessaires à son bon fonctionnement et rendre le service attendu par l'ensemble des différentes agences de l'eau membres de la convention. Le rôle de coordonnateur du groupement de commande a été confié à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Pour garantir un niveau de service élevé auprès des utilisateurs, grâce à la mutualisation des ressources et des moyens, tout en s'appuyant sur de nouvelles technologies, le directeur de la DSIUN s'appuie sur :

- Les **responsables de sites** : Douai, Lyon, Courbevoie, Orléans, Rozérieulles, Toulouse
- Trois délégations :
 - La **délégation au socle numérique** (DSN), chargée de mettre en place et maintenir l'infrastructure nécessaire.
 - La **délégation à la transformation numérique** (DTN), chargée de la conception et la livraison du 7e SI, en lien avec les pilotes des thématiques métiers du plan de mutualisation.
 - La **délégation aux usages numériques** (DUN), chargée d'assurer le maintien en conditions opérationnelles des 6 SI existants, puis progressivement du SI convergé.
- Un **service Administration, Qualité et Méthodes** (SAQM) transverse assure l'appui administratif et méthodologique.